



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRESSING PACARIS

9, rue Pacaris
33400 Talence

Références : 2025-0556
Code AIOT : 0100060359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement PRESSING PACARIS implanté 9, rue Pacaris 33400 Talence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été diligentée afin de vérifier le respect des dispositions prises concernant la mise en demeure du 13 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRESSING PACARIS
- 9, rue Pacaris 33400 Talence
- Code AIOT : 0100060359

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de l'installation est déclarée au titre de la rubrique 2345-2 (utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement de textiles ou vêtements) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) depuis 2003.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 26/09/2024, article R512-66-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10 juillet 2025 a permis de constater que l'exploitant a mis en place les actions correctives qui permettent de considérer qu'il s'est acquitté de l'ensemble de ses obligations édictées dans l'arrêté préfectoral de la mise en demeure (APMD) du 13 janvier 2025.

Aussi, l'exploitant a confirmé à l'inspection ne plus pratiquer l'activité de nettoyage à sec (rubrique n°2345), le cas échéant il doit donc procéder à la notification de la cessation de cette activité (voir constat n°2 du présent rapport).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : La société Pressing PACARIS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.3.3 de l'arrêté ministériel du 31 août 2009, suivantes en évacuant la machine utilisant du perchloroéthylène et les déchets associés via les filières autorisées, dans un délai de 2 mois : <i>«Les machines de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène ou tout autre solvant dont la tension de vapeur à 20°C est supérieure ou égale à 1900 Pa, ne sont pas situées dans des locaux contigus à des locaux occupés par des tiers.»</i>

Constats :

Suite à la précédente inspection du 2 décembre 2024, l'exploitant avait indiqué à l'inspection sa volonté de mettre en place une machine à laver utilisant de l'eau en lieu et place de celle utilisant du perchloroéthylène. Aussi, par courriel du 23 décembre 2024, il a transmis à l'inspection la facture signée pour l'achat de lave-linge et sèche-linge pour l'aquanettoyage.

Lors de l'inspection de ce jour, il a pu être constaté l'absence d'équipement de nettoyage à sec ou de solvant utilisé sur le site. La machine utilisant du perchloroéthylène et les déchets ont bien été évacués.

Le bordereau de suivi de déchet, édité le 13 décembre 2024, avec le code 07 02 04* (autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques) a été transmis à l'inspection par courriel 23 décembre 2024.

Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 2 décembre 2024 et le volet de l'APMD (arrêté préfectoral de mise en demeure) du 13 janvier 2025 consacré à cet item. Cet APMD est désormais levé.

En outre, l'exploitant a confirmé ne plus pratiquer l'activité de nettoyage à sec. Cette affirmation est cohérente avec les machines dont la présence a été constatée dans l'établissement (lave-linge et sèche-linge pour l'aquanettoyage).

En conséquence de ce qui précède, l'activité n'est plus classée au titre de la rubrique 2345 de la nomenclature des ICPE mais l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions relative à la cessation d'activité. Ce point est traité par la fiche de constats n°2 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/09/2024, article R512-66-1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Le silence gardé par le préfet pendant deux mois à compter de la réception de cette information vaut acceptation des conditions de la cessation d'activité, qui est alors réputée achevée au terme de ce délai.

V. - Une cessation d'activité réputée achevée ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article R. 512-66-2.

VI. - Par dérogation aux dispositions du I à V du présent article, l'exploitant procède à la cessation d'activité de ses installations classées soumises à déclaration en se référant aux dispositions des articles R. 512-39 à R. 512-39-6, lorsque cette cessation s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité de l'ensemble d'un site également constitué d'installations classées dont l'autorisation environnementale tient lieu de récépissé de déclaration au sens du 7° du I de l'article L. 181-2.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent, le site n'est plus soumis à la réglementation ICPE. Cependant, l'installation n'a pas fait l'objet d'une cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R.512-66-1 suscitée.

Ceci est une non-conformité susceptible de conduire à des suites administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à la notification de la cessation de son activité de nettoyage à sec (rubrique n°2345) via le Cerfa n°15275 (démarche réalisable aussi en ligne sur le site <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920>).

Par ailleurs, il fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués conformément aux dispositions des articles L.512-12-1 et R.512-66-1 du code de l'environnement. L'attestation dite "ATTES SECUR" est transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois